



## LOI EL-KHOMERI

- Indemnité prud'homale plafonnée à 15 mois de salaire pour licenciement illégal
- Fin du minimum de dommages et intérêts en cas de licenciement injustifié
- Une entreprise peut faire un plan social sans avoir de difficultés économiques.
- Licenciements facilités en cas de transfert d'entreprise
- Les 11 heures de repos obligatoire par tranche de 24h peuvent être fractionnées.
- Baisse des salaires et changement du temps de travail par simple accord
- Les temps d'astreinte peuvent être décomptés des temps de repos
- « forfaits-jours » étendu : permet de ne pas décompter les heures de travail
- Les apprentis mineurs pourront travailler 10h / jour et 40 h / semaine
- Le plancher de 24 heures hebdomadaires pour un contrat à temps partiel n'est plus la règle dans la loi (confirmation d'une loi antérieure).
- Heures supplémentaires 5 fois moins majorées, sur simple accord
- Une mesure imposable par référendum contre l'avis de 70% des syndicats.
- Après un accord d'entreprise, un salarié qui refuse un changement dans son contrat de travail peut être licencié
- Par simple accord, on peut passer de 44h à 46h de travail maximum
- Durée de travail en horaire maximum passe de 12 à 16 semaines
- Durée du temps de travail est calculée sur 3 ans
- Par simple accord on peut passer de 10h à 12h de travail maximum par jour.
- Contacter le médecin du travail devient presque impossible
- La visite médicale d'embauche transformée en simple visite d'information
- La durée du congé en cas de décès d'un proche n'est plus garantie

## TRAVAIL, SALARIAT

- Rapport Badinter : *Des limitations peuvent être apportées aux libertés et droits fondamentaux si elles sont justifiées par les nécessités du bon fonctionnement de l'entreprise.*
- [Envisagé] « Forfait jours » pour les salariés (= fin des heures supp.)
- Rapport Badinter : fin de facto des 35 heures
- Austérité : 2 milliards d'euros « d'économies » supplémentaires
- Nouveau cadeau au patronat : prime de 2.000 € par an et par embauche pour les PME
  - Prime réservée aux embauches à bas salaires
  - La part socialisée des bas salaires sera donc payée par le contribuable
- La rupture du contrat de travail sera simplifiée
- Basculement du CICE en baisse définitive de charges
- Hollande s'attaque à la durée légale du travail
- Décret n° 2015-1874 : la loi relative au Dialogue social et à l'emploi sacrifie la citoyenneté au travail
- EDF prévoit de supprimer au moins 4.000 postes en trois ans
- Promesse de sanctionner les licenciements boursiers non tenue
- Compte pénibilité, l'inverse de la prévention
  - Recul sur les critères
  - Recul sur les dates d'entrée en vigueur

- Recul sur la date de paiement des premières cotisations
- Recul sur le mode de déclaration
- Criminalisation de l'action syndicale :
  - Torpillage de la loi d'amnistie sociale votée au sénat
  - Prison ferme pour 8 ex-Goodyear malgré le retrait des plaintes
  - Arrestation à l'aube de 4 syndicalistes d'Air France
- Abandon du projet de loi relatif à la démocratie sociale
- Loi Macron : toutes les FNAC parisiennes se retrouvent en ZTI
- Loi Macron : vers un accès restreint aux prud'hommes
- Fraude fiscale et sociale : aucune annonce
- Loi Macron : vers un accès restreint aux prud'hommes
- Répression pour la Confédération Paysanne, mansuétude pour la FNSEA
- Air France : 100 millions d'€ de CICE en 2 ans = 3000 emplois supprimés
- Démantèlement du droit du travail (ANI)
  - La prescription sur les rappels de salaire passe de 5 à 3 ans
  - Demandes liées à la rupture de contrat passe de 5 à 2 ans
  - Différé d'indemnisation de 180 jours pour rupture conventionnelle
  - Mutuelle d'entreprise obligatoire (2Mds€ pour 400.000 personnes)
  - La part patronale est désormais imposable
- Sapin appelle les entreprises à ne pas augmenter les salaires trop vite
- Retrait du Burn-out de la liste des maladies professionnelles
- Destruction du Code du Travail
  - Privilégier les accords d'entreprise, au détriment de la loi
- Généralisation du travail du dimanche,
  - La Poste expérimente la livraison de colis le dimanche
- Ouverture des magasins de nuit
- Loi Rebsamen :
  - CDD renouvelable 2 fois
  - Fragilisation des CE & CHSCT
  - Fin de l'obligation de reclassement en cas d'inaptitude professionnelle
- Création du CDI intermittent
- Ouverture de l'apprentissage aux chômeurs de longue durée [Statut inconnu]
- Destruction de l'Inspection du Travail
- Suppression des élections prud'homales
- Plafonnement des indemnités de prud'hommes pour licenciement abusif
- Condamnation d'une inspectrice du travail (Téfal)
- Facilitation des licenciements collectifs
- [Projet] Encourager les emplois de service ("trappes à bas salaires")
- [Projet] Formation : Valls demande des contreparties aux chômeurs
- Précarité : Explosion de l'intérim : +10% en un an

## PAUVRETÉ, PRÉCARITÉ

- Le Guen veut baisser la durée et le montant des allocations chômage
- Hausse du chômage
  - 309 000 radiations en novembre 2015
  - « *Le chômage se stabilise* » M. El Khomri, Libération 24/12/15
- Ouverture de l'apprentissage aux chômeurs de longue durée
- Prime d'activité :
  - Moins d'aide pour les plus fragiles (RSA activité et PPE)
  - Le contribuable compensera les bas salaires du privé
- [Projet] Encourager les emplois de service ("trappes à bas salaires")

- [Projet] Formation : Valls demande des contreparties aux chômeurs
- Précarité : Explosion de l'intérim : +10% en un an
- Royal favorable au retour des coupures d'eau pour les mauvais payeurs
- Taux de pauvreté à nouveau en augmentation
- La chasse à la fraude aux allocations s'accroît
- Renforcement du contrôle des chômeurs
- Pas de « coup de pouce » pour le SMIC
- Ouverture des centres d'hébergement seulement par -5°C
- Baisse du montant des APL

## SANTÉ, RETRAITE

- Accessibilité : normes moins contraignantes et dérogations
- Retraites : Revalorisation de... 0,1% en 2015
- Les bénéficiaires de l'AME privés de remboursement
- Remise en cause du droit au séjour pour soins
- Durée de cotisation retraite portée à 43 ans
- Loi Macron 2 (Noe) : mise en place de fonds de pension
- Hôpitaux : suppression de 22.000 postes en 3 ans
- Gel des retraites >1200€ et décalage de 6 mois de la revalorisation
- Hausse de l'allocation handicapés de 7€ [sept]
- Prime exceptionnelle (sic) de 40€ pour les retraites les plus faibles
- Abandon de la réglementation sur l'accessibilité aux handicapés
- Baisse de la prestation de compensation du Handicap
- Pas retour sur les franchises de soins
- Loi fin de vie vidée de son contenu (en attente de CMP)
- Don du sang : maintien d'une discrimination pour les homosexuels
- Budget Sécurité sociale : suspension des votes à l'Assemblée

## FISCALITÉ

- Le taux du Livret A passe sous la barre de 1% (0,75%)
- Suppression de centaines de postes de contrôleurs fiscaux
- Îles Vierges, Montserrat, Bermudes et Jersey sortis de la liste des paradis fiscaux
- Pas d'interdiction des paradis fiscaux pour les banques françaises
- 3 taux d'imposition pour les entreprises : non tenu
- Fraude fiscale et sociale : aucune annonce
- Fraude aux cotisations sociales (25Mds/an) : aucune annonce
- 900 millions d'euros de réduction d'impôts pour les plus riches
- Sapin demande le retrait d'un amendement visant à taxer les dividendes
- Maintien des niches fiscales : 82 milliards de perte pour l'état
- Communes : baisse de la DGF
  - Incitation à la création de communes nouvelles pour conserver les niveaux de dotation source
- CICE : 40 milliards sur 3 ans (dont 12 pour 2015)
- Pacte de Responsabilité
  - Plus forte exonération de "charges" de la Vè République
  - - 6,3 milliards pour la protection sociale
- Le bouclier fiscal de Hollande : 730M€ pour 7 630 contribuables aisés
- Maintien du Crédit Impôt Recherche (5,5 Mds€/an)
  - Interdiction de publication du rapport
- ISF : le gouvernement ne taxera pas les œuvres d'art

- Entraves à la taxe sur les transactions financières
- Abandon de la "grande réforme fiscale" Ayrault
- Recul sur l'alignement de la fiscalité du capital sur celle du travail
- Recul sur l'instauration d'une taxe sur l'excédent brut d'exploitation
- Valls regrette la hausse (symbolique) des impôts des plus riches
- Vote du TSCG sans renégociation
- Le gouvernement privé de latitude
- Hausse de la TVA de 19,6 à 20% et de 7 à 10%
- Rejet du contrôle des frais des députés, sur avis défavorable d'Eckert
- Rejet du "reporting public" sur demande de C. Eckert

## INTERNATIONAL

- Le prince héritier d'Arabie saoudite décoré de la Légion d'honneur
- Le prince saoudien reçu en secret par cinq ministres
- Valls soutient la candidature de Lagarde à la tête du FMI
- Hollande veut réintégrer pleinement la France dans l'OTAN
- La France déplore (sic) l'exécution par l'Arabie saoudite de 47 personnes
- Livraisons d'armes à la rébellion « modérée » syrienne (viol de l'embargo)
- Manipulation des rapports sur les armes chimiques en Syrie
- Vente de Rafales aux pétromonarchies
- Annulation du contrat Mistral avec la Russie, et vente à l'Égypte
- Le PS soutient Juncker à la présidence de la Commission Européenne
- Hollande pousse Tsipras à accepter un accord avec la Troïka
- Refus du droit d'asile pour Assange et Snowden
- Interdiction de survol de l'espace aérien pour le président Evo Morales
- Illégalité du mouvement BDS
- Guerre au Mali

## INDUSTRIE, BUSINESS

- Michelin : 18M€ de CICE, profits en hausse de 12% : 494 suppressions de postes
- Corruption : les entreprises pourront payer pour éviter le procès
- Loi Macron : Projet de libéralisation des règles d'implantation de la publicité
- Obsolescence programmée : Macron tente de dénaturer la loi sur les pièces détachées
- Loi de finance 2014 : l'article 92 proposait une amnistie totale pour les banques
- La France bascule dans la marchandisation du sang
- Interdiction pour l'EFS de fabriquer du plasma thérapeutique
- Suppression des stock-option : promesse non tenue
- « Autorégulation exigeante » : pas de loi limitant les rémunérations des patrons
- Abandon de l'encadrement des bonus
- 40Mds € de dividendes pour le CAC40 en 2014
- 47Mds € de dividendes en 2015 (+9,9% hors taux de change)
- Pas de séparation banques de dépôt / d'investissement
- Transfert du risque de faillite bancaire sur les déposants
- Démantèlement d'Alstom : le gouvernement cède au lobbying de GE
  - 765 suppressions de postes malgré les promesses
- Prolongation des concessions autoroutières
- Privatisation des aéroports
- Privatisation des barrages hydro électriques
- TAFTA : négociations secrètes
  - ISDS : Un tribunal privé

- Valls invite les saoudiens à investir en France
- Loi « Florange » inefficace et vide (Goodyear, Fralib, Petroplus)
- Projet de loi (abandonné) sur le secret des affaires
- Multiplication des Partenariats Public-Privé

## POLICE JUSTICE

- 67 362 détenus au 1er février (+ 2,5 % par rapport à février 2012)
- Abandon du projet de loi sur la responsabilité juridictionnelle du Président
- Abandon du projet de réforme du Conseil supérieur de la magistrature
- Hollande gonfle le nombre de procédures antiterroristes
- Projet de réforme pénale : Valls veut court-circuiter le Parlement
- Projet de réforme pénale : mise à l'écart des juges
- Justice en faillite : cri d'alarme en Seine-Saint-Denis
- Contrôles de police : abandon de l'idée de récépissé
- État d'urgence étendu à 3 mois
- Projet d'extension à 6 mois & inscription dans la Constitution
- Interdiction des manifestations non commerciales
- Assignation à résidence d'opposants
- Déchéance de nationalité
  - Rupture de l'égalité entre citoyens confirmée le 23/12/15
  - B. Le Roux envisage la déchéance pour tous
  - Ce qu'en disait un certain F. Hollande en 2010
- Instauration d'une rétention de sûreté après certaines peines
- Surveillance massive des citoyens
- Loi Renseignement vote avec l'UMP contre un amendement de Taubira
- Envisage la privation de liberté à titre préventif
- Fin de la présomption d'innocence
- Extension de la présomption de légitime défense pour la police
- Suspension de la Convention Européenne des Droits de Homme
- Armement des polices municipales

## TRANSPORTS, ÉCOLOGIE

- Royal veut prolonger de 10 ans la durée de vie des centrales nucléaires
- *Amendement supprimant le principe pollueur-payeur* (Retiré)
- Un mois après la COP21, forte baisse du bonus à l'achat de véhicules propres
- Loi Macron : Ouibus, la SNCF concurrence ses propres TGV et TER
  - Les régions devront financer les déficits induits par ces pertes
- Loi Macron : le droit de l'environnement sera réformé par ordonnances
- Loi Macron : amendement pour l'enfouissement des déchets radioactifs
- Hollande signe un accord du G8 qui promet la fracturation hydraulique
- Aéroport Notre-Dame-Des-Landes
- Futures lignes TGV et LGV inutiles
- SNCF : suppression de 1400 emplois en 2016
- Désinvestissement dans la SNCF
- Abandon du fret ferroviaire
- Hausse du tonnage des camions
- Davantage d'autocars sur les routes
- Renoncement à la fermeture de Fessenheim
- Réduction de 25% des aides au maintien dans l'agriculture biologique
- Élevage : à la botte de la FNSEA
- Ajournement du rapport de l'ADEME pdf sur une France 100% renouvelable

- Industrialisation de l'agriculture
- Retrait de l'écotaxe
- À peine née, baisse de l'indemnité kilométrique vélo (IKV)
- Silence sur les extensions d'autorisation d'OGM
- Rémi Fraisse, tué par un gendarme à Sivens

## ÉDUCATION, CULTURE

- Loi Numérique :
  - Opposition à la reconnaissance des Communs par la loi
  - Claviers, OS souverain, interdiction des hyperliens
- Doublement du budget de Polytechnique, + 60M€ en 5 ans
- Suppression de la publicité dans les programmes jeunesse : Enterrée
- Retour sur l'engagement à sanctuariser le budget de la Culture
- Loi Fioraso (LRU 2) Universités mises en concurrence
- Mise en place chaotique et inégalitaire des TAP en primaire
- MEN enterre le Logiciel Libre et « vend » les élèves à Microsoft pour 13M€
- Réforme du collège :
  - Autonomie pour 20% des horaires disciplinaires
  - Mise en concurrence des établissements
  - Baisse des moyens
  - Suppression du Latin, du Grec et des classes bilangues européennes

## MESURES DIVERSES

- Nominations de complaisance (ex : compagne d'A. Morelle)
- Hollande reproche à Bartolone une campagne trop à gauche
- Projet de répression de la critique politique sur internet et les réseaux sociaux
- Abandon du projet de loi relatif aux incompatibilités applicables à l'exercice de fonctions gouvernementales
- C. Delga et A. Rousset cumulent députation et présidence de région
- Le Drian cumule les fonctions de ministre et de président de région
- Don du sang : maintien d'une discrimination pour les homosexuels
- Loi Macron : démolition impossible des constructions illégales,
- Laurence Boone, chef économiste à Bank of America, nommée conseillère à l'Élysée.
- JP Jouyet, ministre de Sarkozy, nommé Secrétaire Général de l'Elysée
- Loi Alur vidée de sa substance
  - Enterrement discret de la Garantie Universelle des Loyers
- Hollande satisfait du résultat du 1er tour des élections régionales
- Désistement et appel à voter pour la droite
- Renoncement au vote des étrangers
- Affaires Thevenoud, Cahuzac, K. Arif, Y. Benguigui, J.M. Le Guen
- Appels à la délation (fraude fiscale)
- Projet (abandonné) de créer une loi sur le secret des affaires
- 3 recours à l'article 49.3 en un an
- Budget Sécurité sociale : suspension des votes à l'Assemblée
- Des enfants en zone d'attente aéroportuaire
- Comptes de campagne : Contrôles pendant 6 mois au lieu de 12
- Maintien de la Cour de Justice de la République
- Préparation d'une « Alliance », sans PCF ni EELV

*Dernière mise à jour : 10.03.16*